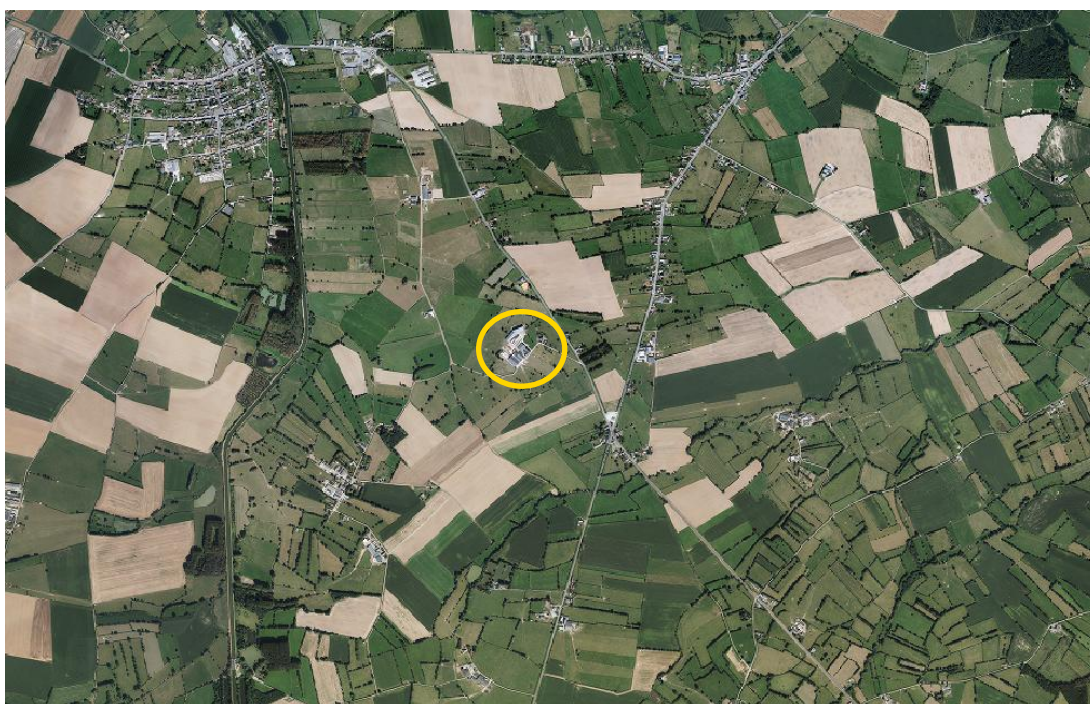


DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT AU TITRE DES ICPE

SCL du Ménage
4 rue de Ménage
59 360 CATILLON SUR SAMBRE
N° siret : 799 599 642 000 11



Formulaire, pièces jointes et annexes

RUBRIQUE ICPE N°2101-2 B)

Législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Effectif de 399 vaches laitières et leur suite

ETABLISSEMENT D'ELEVAGE SOUMIS A ENREGISTREMENT.

Dossier réalisé par :

Chambre d'Agriculture
région Nord-Pas de Calais
Service Bâtiment
2 Rue de l'Epau
59230 – Sars-et-Rosières



REALISATION DU DOSSIER ICPE

Personne en charge du dossier	<p>Lucile JANOT Conseillère réglementation élevage Service bâtiments/équipements Tél. : 06 84 79 31 45 Mail : lucile.janot@agriculture-npdc.fr</p> <p>Chambre d'agriculture Nord-Pas de Calais 2 Rue de l'Epau, 59 230 Sars-et-Rosières</p>
Conception bâtiment	<p>Bertrand FLAMENT Conseiller référent bâtiments d'élevage Service bâtiments/équipements Tél. : 06 77 67 31 27 Mail : bertrand.flament@agriculture-npdc.fr</p> <p>Chambre d'agriculture Nord-Pas de Calais 2 Rue de l'Epau, 59 230 Sars-et-Rosières</p>
Plans	<p>Philippe BRUNEL Dessinateur Tél. : 03 21 60 57 59 Mail : philippe.brunel@agriculture-npdc.fr</p> <p>SICA HABITAT RURAL NPDC 56, Avenue Roger Salengro BP 80039 62051 Saint-Laurent Blangy Cedex</p>
Etude d'aptitude des sols à l'épandage	<p>Pierre MORTREUX Conseiller référent agronomie, aptitude des sols à l'épandage, CIPAN, fertilisation, pédologie Tél. : 06 77 67 31 57 Mail : pierre.mortreux@agriculture-npdc.fr</p> <p>Chambre d'agriculture Nord-Pas de Calais 2 Rue de l'Epau, 59 230 Sars-et-Rosières</p>

Fiche d'identification de l'établissement

IDENTITE DU DECLARANT	
Nom	SCL du Ménage
Adresse	4 rue du ménage 59360 CATILLON SUR SAMBRE
Forme juridique	Société Civile Laitière
N° Siret	799 599 642 000 11
N° élevage	59 137 516
N° pacage	SCL du ménage : 059164985 Plusieurs n° de pacage pour le plan d'épandage: EARL du Ménage 059163100, EARL Felbacq 002154360, DELIGNY Joël 002004303, DUPUIS Jean-Marie 059158897, SCEA Marcel Basquin 059014756
Activités	Culture et élevage associés
Dirigeant	Gérante Mme Lixon Maryse (25/02/1968)
	06.73.75.40.80
	lixonfontaine@orange.fr



Historique des versions du dossier

VERSION	DATE	COMMENTAIRES
V1.0	MAI 2018	Version du dossier déposée en Préfecture
V2.0	OCTOBRE 2018	Version consolidée du dossier suite à la demande de l'inspection
V3.0	SEPTEMBRE 2019	Deuxième version consolidée du dossier suite à la demande de l'inspection

Note indiquant les modifications apportées au dossier initial

Par rapport au dossier V2.0 déposé dans vos services en octobre 2018, les modifications apportées sont les suivantes:

PLANS		
Pages V2.0	Modifications apportées	Pages V3.0
	Le plan présenté en PJ n°2 est remis à la bonne échelle, correction de la légende effectuée.	
	Les plans au 1/3000 et au 1/1000 ont été retirés des PJ n°2 et PJ n°3. En revanche, le plan au 1/3000 est désormais présenté en Annexe 12 pour présenter la distance de l'exploitation vis-à-vis des tiers, compte tenu de la superficie de l'exploitation.	
	Sur le plan au 1/500, l'échelle a été modifiée afin d'être correcte, les points non légendés ont été retirés car inutile (triangle rouge contenant un point noir et hachures proche de la réserve incendie).	
	La requête conformément à l'article R512-46-4 3° est désormais formulée par le pétitionnaire.	
DOSSIER		
Pages V2.0	Modifications apportées	Pages V3.0
Page 2	Le Cerfa 15679*02 a remplacé la version antérieure dans le dossier	Page 2
Page 20	Le paragraphe sur les capacités financières a été complété Les documents demandés se trouvent en Annexe 10	Page 19 Page 225
Page 27	Les informations sont visibles aussi le plan au 1/3000 présent en Annexe 12. En revanche, le plan figurant dans le tableau au niveau de l'article 5 a été supprimé pour éviter les doublons.	Page 22
Page 30	Les informations figuraient déjà sur le plan au 1/500 (cf. conversation téléphonique du 28.01.2019). De plus, le plan figurant dans le tableau au niveau de l'article 8 a été supprimé pour éviter les doublons.	Page 24
Page 33	La présence des deux réserves incendie est notifiée sur le plan au 1/500, de ce fait le plan figurant dans le tableau au niveau de l'article 13 a été supprimé pour éviter les doublons. Le lien a été fait dans le paragraphe avec le plan au 1/500.	Page 25
Page 35	Il a été ajouté que les associés s'engagent à installer des compteurs d'eau sur les canalisations d'eau alimentant les bâtiments qui logent les vaches laitières.	Page 27
Page 36	Des compléments ont été ajoutés concernant la notion de relevés de compteur d'eau et la fréquence de ces relevés.	Page 27 et 28
Page 39	Il manquait les pages de fin. L'annexe 11 se trouve dans le dossier.	Page 256

Page 43	Le réseau d'eaux pluviales a été modifié de façon à schématiser sur le plan au 1/500 le remplissage de la réserve incendie grâce aux eaux de pluie.	Page 34 et en PJ n°3
Page 113	Pas de modification à faire, voir conversation téléphonique le 28.01.2019.	Page 102



Sommaire

LETRE DE DEMANDE AU PREFET	1
FORMULAIRE.....	2
PJ N°1. CARTE AU 1/25 000.....	15
PJ N°2. PLAN AU 1/2500	16
PJ N°3. PLANS D'ENSEMBLE AU 1/500 EN A0	17
PJ N°4. AFFECTATION DES SOLS	18
PJ N°5. CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES	19
PJ N°6. DOCUMENT JUSTIFIANT DU RESPECT DES PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES A L'INSTALLATION	20
PJ N°10. JUSTIFICATION DU DEPOT DE LA DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE	44
PJ N°12. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES	46
TABLE DES FIGURES	47
TABLE DES TABLEAUX	48
LISTE DES ANNEXES	49
ANNEXES	50
ANNEXE 1 : PLU DE CATILLON SUR SAMBRE	51
ANNEXE 2 : DIPLOMES DES ASSOCIES	60
ANNEXE 3 : LETTRE DE DEMANDE D'UN DELAI SUPPLEMENTAIRE ET REPONSE DE M. LE PREFET	63
ANNEXE 4 : TELEDECLARATION EARL DU MENAGE ET RECEPISSE SCL DU MENAGE	74
ANNEXE 5 : VERIFICATION DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES DU SITE	84
ANNEXE 6 : COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE ET LE SAGE, ZONES VULNERABLES	93
ANNEXE 7 : DIMENSIONNEMENT DES OUVRAGES DE STOCKAGE DES EFFLUENTS	104
ANNEXE 8 : PLAN D'EPANDAGE CONFORME.....	137
ANNEXE 9 : MODALITES DE DIMENSIONNEMENT DES RESERVES INCENDIE	220
ANNEXE 10 : CAPACITES FINANCIERES DE LA SCL DU MENAGE.....	224
ANNEXE 11: PLAN DES PATURAGES.....	256
ANNEXE 12 : PLAN AU 1/3000 ^{EME}	257



LETTRE DE DEMANDE AU PREFET

SCL du ménage
4 rue du ménage
59 360 Catillon sur Sambre

Préfecture du Nord
Direction des Politiques Publiques
Bureau des ICPE
12, rue Jean Sans Peur
59 039 LILLE CEDEX

Monsieur le Préfet,

La SCL du Ménage est reconnue pour 150 vaches laitières et leur suite. Suite à l'inspection de l'installation classée effectuée le 26 octobre 2017, il a été constaté la présence de 248 vaches dont 190 traites. Les exploitants sont mis en demeure de régulariser la situation. Le projet de la SCL consiste à détenir, dans un futur proche, 399 vaches laitières et leur suite. Cette augmentation de cheptel est une préparation à l'arrivée du fils dans l'exploitation familiale.

La capacité de l'installation passera de 150 à 399 vaches laitières. Ce projet est soumis à enregistrement pour la rubrique ICPE 2101-2b.

Un permis de construire est associé à cette demande d'enregistrement. Il est nécessaire de préciser que ce n'est pas la SCL du ménage qui entreprend les travaux mais l'EARL du ménage. La SCL sera l'utilisateur des bâtiments destinés à l'élevage laitier. Dans le projet les bâtiments ont une capacité suffisante pour loger le nombre de vaches laitières, correspondant à l'augmentation de cheptel, dans le respect du bien-être animal et des conditions de travail des associés.

Les capacités de stockage des effluents d'élevage est supérieure aux 6 mois requis en zones vulnérable. Un document contractualise que 3 000 m³ de lisier produits par la SCL du ménage sont méthanisés chaque année dans la méthanisation de la SAS méthanisation du ménage.

Le plan d'épandage de 351,82 ha est dimensionné afin de gérer les épandages en adéquation avec le besoin des plantes et de respecter le seuil des 170 UN /ha. Il est composé de 5 prêteurs de terrains d'épandage. Les parcelles se situent sur quatorze communes dont Catillon sur Sambre, La Groise, Rejet de Beaulieu, Fesmy le Sart, Ors, Prisches, Le Favril, Le Nouvion en Thiérache, Bergues sur Sambre, Barzy en Thiérache, Oisy, Boue, Avesnes les Aubert et Rieux en Cambrésis.

Par ailleurs, le rayon d'affichage de 1 km autour du site concerne deux communes : Fesmy le Sart et La Groise.

Vous trouverez ci-joint un dossier constitué de l'ensemble des plans demandés, la description du projet et le plan d'épandage conformément au code de l'environnement et à l'arrêté du 27 décembre 2013 fixant les prescriptions techniques pour les élevages soumis à enregistrement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments distingués.

Le 26/09/2019,

Madame Lixon, gérante de la SCL du ménage

FORMULAIRE



Annexe I : Demande d'enregistrement pour une ou plusieurs installation(s) classée(s) pour la protection de l'environnement

N°15679*02

Articles L. 512-7 et suivants du code de l'environnement

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire.

1. Intitulé du projet

Elevage de 399 vaches laitières à Catillon sur Sambre (59) par la SCL du Ménage

2. Identification du demandeur (remplir le 2.1.a pour un particulier, remplir le 2.1.b pour une société)

2.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :

Madame ☐ Monsieur ☐

Nom, prénom

2.1.b Personne morale (vous représentez une société civile ou commerciale ou une collectivité territoriale) :

Dénomination ou raison sociale

SCL du ménage

N° SIRET

79959964200011

Forme juridique Société Civile Laitière

Qualité du signataire

Mme Lixon Maryse - Gérante

2.2 Coordonnées (adresse du domicile ou du siège social)

N° de téléphone

06 73 75 40 80

Adresse électronique

lixonfontaine@orange.fr

N° voie

4

Type de voie

Rue

Nom de voie

Rue du ménage

Lieu-dit ou BP

Code postal

59 360

Commune

CATILLON SUR SAMBRE

Si le demandeur réside à l'étranger

Pays

Province/Région

2.3 Personne habilitée à fournir les renseignements demandés sur la présente demande

Cochez la case si le demandeur n'est pas représenté ☐

Madame ☒ Monsieur ☐

Nom, prénom

JANOT Lucile

Société

Chambre d'agriculture NPDC

Service

Bâtiment

Fonction

Conseillère réglementation élevage

Adresse

N° voie

2

Type de voie

Rue

Nom de voie

Rue de l'Epau

Lieu-dit ou BP

Maison des agriculteurs

Code postal

59 230

Commune

SARS-ET-ROSIERES

1 sur 13

N° de téléphone 06 84 79 31 45

Adresse électronique lucile.janot@agriculture-npdc.fr

3. Informations générales sur l'installation projetée

3.1 Adresse de l'installation

N° voie 4 Type de voie Rue Nom de la voie Rue du ménage
Lieu-dit ou BP
Code postal 59 360 Commune CATILLON SUR SAMBRE

3.2 Emplacement de l'installation

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs départements ? Oui ☐ Non ☒

Si oui veuillez préciser les numéros des départements concernés :

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs communes ? Oui ☐ Non ☒

Si oui veuillez préciser le nom et le code postal de chaque commune concernée :

Communes concernées par la consultation du public (rayon 1km) : La Groise (59 360) et Fresmy-le-Sart (02 450)

4. Informations sur le projet

4.1 Description

Description de votre projet, incluant ses caractéristiques physiques y compris les éventuels travaux de démolition et de construction
Le site de la SCL du ménage se situe au sud-est du territoire de la commune de Catillon sur Sambre, au 4 rue du Ménage. Le site se trouve à 3.3 km du centre du village. Les références cadastrales correspondant au site sont les suivantes : section ZL, parcelles n° 8, 66, 67, 77, 78 et 82. Dans le rayon d'un kilomètre autour de l'exploitation se trouvent 2 communes : La Groise (59) et Fresmy-le-Sart (02).

L'historique de l'exploitation, au niveau des installations classées est le suivant :

- 1990 : Reprise de l'élevage familial par Maryse Lixon-Fontaine
- 2003 : Création du GAEC du Ménage
- 2008 : Le GAEC devient l'EARL du Ménage
- 2013 : L'EARL du Ménage est reconnue pour 150 vaches laitières et 120 bovins à l'engraissement
- 2014 : Reprise de l'EARL Felbacq et création de la SCL du Ménage
- 2015 : Transfert des effectifs de vaches laitières de l'EARL à la SCL du ménage (Donné récépissé en Annexe 5)

Aujourd'hui, la SCL du Ménage est reconnue pour 150 vaches laitières et leur suite. Suite à l'inspection de l'installation classée effectuée le 26 octobre 2017, il a été constaté la présence de 248 vaches dont 190 traites. Les exploitants sont mis en demeure de régulariser la situation. Le projet de la SCL consiste à détenir, dans un futur proche, 399 vaches laitières et leur suite. Cette augmentation de cheptel est une préparation à l'arrivée du fils dans l'exploitation familiale.

Bâtiment et logement du cheptel global du site (cohérence entre cheptel et places disponibles) voir PJ n°3 :

En 2004, lorsque le bâtiment vaches laitières (B1) a été réalisé, il a été conçu pour loger 163 vaches en logettes tapis et couloirs en caillebotis intégral pour une gestion en 100 % lisier. Pour loger le reste du cheptel laitier, un bâtiment de stockage de fourrage va être aménagé. C'est la solution la plus simple, rapide et économique pour garantir le bien être des animaux. Ce bâtiment (B2) en logette lisier et couloirs en béton possédera 300 places et permettra donc de loger le reste des vaches laitières (239) et 61 génisses de 1 à 2 ans.

D'autres génisses de 1 à 2 ans et de 6 mois à un an sont logées en logettes paillées, il y a 48 places (B3) + 52 places (B4). Il existe une aire paillée 50% (B5) où sont logées les génisses prêtes à vêler (les plus vieilles) et où pourront être logées les vaches allaitant des problèmes de boiteries. Pour les jeunes veaux, une nurserie va être construite, le permis de construire vient d'être déposé. Elle aura une partie avec des niches à veaux individuelles et une partie avec des parcs collectifs sur paille. Ce sont 200 places qui seront disponibles en nurserie (B10+B11).

Le reste des bâtiments d'élevage permettent de loger le troupeau de 70 vaches allaitantes et leur suite ainsi qu'une soixantaine de bovins à l'engraissement de plus d'un an (cheptels de l'EARL du Ménage).

2 sur 13

Mis à part les bâtiments d'élevage, il existe sur le site d'élevage des bâtiments et installations annexes. Un bâtiment de stockage de fourrages de 21 x 60 m permet de garder les stocks de fourrages à l'abri des intempéries et ainsi garder une qualité d'aliment optimale. Il existe aussi un bâtiment de stockage des matériels agricoles de 20 x 45 m. Le site d'exploitation possède aussi 7 silos dédiés au stockage de maïs ensilage et de maïs épis. Trois silos sont existants et représentent 1760 m² au sol. Trois autres silos font l'objet d'un permis de construire déposé et occuperont 2135 m² de surface au sol.

Le bloc traite se situe à côté du bâtiment vaches laitières le plus ancien, au sud-ouest de celui-ci. Il est équipé d'une salle de traite rotative de 40 postes et d'une aire d'attente sur caillebotis (FOS 6). Un stockage complémentaire est disponible (FOS 4 et FOS 5) et des boxs d'isolement sont aménagés proche du bloc traite.

Pour l'augmentation de cheptel, quelques travaux sont prévus sur l'exploitation : l'aménagement d'un bâtiment de stockage de matériel en logettes, l'extensions de bâtiments d'élevage, la construction d'une nurserie et l'aménagement d'autres silos. Ces travaux ont pour but de pérenniser économiquement et techniquement l'outil de travail pour l'arrivée du fils des exploitant sur l'exploitation familiale.

Gestion des effluents :

Différents types d'effluents seront produits sur l'exploitation. Ils seront les mêmes qu'auparavant, seule la quantité varie. Voici le détail de chaque bâtiment avec les effluents qui y sont produits :

- B1 et B2 (vaches laitières et génisses laitières) : Lisier
- B3 et B4 (génisses laitières) : Fumier compact raclé
- B5 (génisses laitières) : Fumier compact raclé et fumier très compact
- B6 (vaches allaitantes) : Fumier compact pente paillée
- B7 et B8 (vaches allaitantes + génisses allaitantes + veaux allaitants) : Fumier très compact litière accumulée
- B9 (bovins viande) : Fumier très compact litière accumulée
- B10 et B11 (veaux laitiers et allaitants) : Fumier très compact

La SCL du ménage dispose de plusieurs ouvrages de stockage. Dont une fumière de 624 m³ (FUM 1) et 5 fosses (Plan 6) :

- FOS1 : Fosse à purin, d'un volume de 9 m³ utiles, située à côté de la fumière, permet de servir de pré-fosse en récupérant les jus.
- FOS2 : Fosse caillebotis de 3155 m³ utiles.
- FOS3 : Fosse caillebotis de 609 m³ utiles.
- FOS4 : Fosse caillebotis de 206 m³ utiles au niveau de l'aire d'attente et du passage d'accès à l'aire d'attente.
- FOS5 : Fosse caillebotis de 55 m³ utiles au niveau de l'aire d'attente aussi.
- FOS6 : Fosse caillebotis de 318 m³ utiles

La FOS METHA mentionnée dans le Dexel est une fosse représentant l'export de lisier vers la SAS Méthanisation du Ménage.

Au total, l'exploitation dispose d'un volume de stockage utile de 4352 m³. Il faut savoir qu'un contrat de traitement d'effluents d'élevage est réalisé avec la SAS méthanisation du ménage à hauteur d'environ 3000 m³ de lisier par an, soit environ 1500 m³ pour 6 mois. Le besoin réglementaire pour le stockage de tous les effluents liquides de l'exploitation est de 5443.4 m³ pour 6 mois. Après avoir déduit les 1500 m³ qui sont exportés vers la méthanisation, il reste 3943.4 m³ à stocker pour 6 mois. Les fosses représentent 6.62 mois de stockage et sont donc suffisantes pour correspondre aux besoins réglementaires.

Plan d'épandage (voir Annexe 7 et 8) :

La SCL ne dispose pas de terre. Elle a donc plusieurs contrats de mise à disposition. La surface d'épandage obtenue est une SAU de 351.82 hectares.

Après projet d'extension du cheptel laitier, les animaux produiront 61 683 U d'azote. Après export d'effluents liquides vers la méthanisation, la quantité d'azote restant à épandre est de 50 735 U d'azote. Le besoin minimal est de 298 hectares pour assurer le respect du seuil des 170 U d'azote/ha. Le parcellaire d'épandage de la SCL est de 351.82 ha, le ratio s'élève donc à 144 unités d'azote/ha. Le parcellaire est suffisant pour assurer le respect du seuil des 170UN/ha établi dans le PAN.

Un plan d'épandage à jour est disponible.

La volonté des associés à augmenter la taille de leur cheptel est forte. En cette période difficile pour les éleveurs laitiers, cette augmentation du nombre d'animaux à la traite permettra de pérenniser économiquement l'exploitation pour l'arrivée de leur fils. Il paraît évident que ce projet tient compte du bien-être des animaux, du confort de travail des éleveurs et du respect des tiers. La capacité des ouvrages de stockages des effluents disponibles sur l'exploitation ainsi que le contrat avec l'unité de méthanisation leur permettent cette augmentation tout en restant conforme à la réglementation.

4.2 Votre projet est-il un :

Nouveau site ☐

Site existant ☒

4.3 Activité

3 sur 13

Número de rubrique	Désignation de la rubrique (intitulé simplifié) avec seuil	Identification des installations exprimées avec les unités des critères de classement	Régime
--------------------	--	---	--------

5. Respect des prescriptions générales

5.1 Veuillez joindre un document permettant de justifier que votre installation fonctionnera en conformité avec les prescriptions générales édictées par arrêté ministériel.
Des guides de justificatifs sont mis à votre disposition à l'adresse suivante : http://www.ineris.fr/aide/consultation_document/10361.

Attention, la justification de la conformité à l'arrêté ministériel de prescriptions générales peut exiger la production de pièces annexes (exemple : plan d'épandage).
Vous pouvez indiquer ces pièces dans le tableau à votre disposition en toute fin du présent formulaire, après le récapitulatif des pièces obligatoires.

5.2 Souhaitez-vous demander des aménagements aux prescriptions générales mentionnées ci-dessus ? Oui ☐ Non ☐

Si oui, veuillez fournir un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés.
Le service instructeur sera attentif à l'ampleur des demandes d'aménagements et aux justifications apportées.

6. Sensibilité environnementale en fonction de la localisation de votre projet

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement. Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale. Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/information-environnementale#e2>. Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire. Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Si oui, lequel ou laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Numéros des ZNIEFF 1 concernées 310009334, 310013252, 310009335 Numéros des ZNIEFF 2 concernées 310013702, 310013729, 220120047
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Parc Naturel Régional n° FR8000036 : Avesnois
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un bien inscrit au patrimoine mondiale ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

5 sur 13

Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site ou sur des sols pollués ? [Site répertorié dans l'inventaire BASOL]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Dans une zone de répartition des eaux ? [R.211-71 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'exploitation n'est pas concernée, seul une partie de l'ilot M6 du plan d'épandage se trouve dans un périmètre de protection rapproché du captage (destiné à la consommation humaine) de Catillon sur Sambre (DPU jointe au dossier).
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Si oui, lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

7. Effets notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement.

7.1 Incidence potentielle de l'installation	Oui	Non	NC ¹	Si oui, décrire la nature et l'importance de l'effet (appréciation sommaire de l'incidence potentielle)
Ressources Engendre-t-il des prélèvements en eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La SCL du Ménage prélève l'eau de l'exploitation dans un puits ancestral situé sur le site d'exploitation. Au 07/02/2018 le compteur (installé en fin 2013) affichait 56 997 m3. Le volume d'eau consommé par les animaux chaque année est de 16 194 m3. Avec l'eau utilisée par la salle de traite, on estime à 17 052.1 la quantité d'eau consommée par l'élevage par an.
Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

1

Non concerné

	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Milieu naturel	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Distance entre la zone natura 2000 la plus proche et l'installation : 10.4 kilomètres.
	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 6 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les causes peuvent être diverses : stockage de matériaux inflammables (fourrages), stockage de fuel, les circuits électriques, les machines, Des précautions sont mises en œuvres pour limiter les départs d'incendie et pour limiter sa potentielle propagation (extincteurs, réservoirs d'eau, BI)
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Il est nécessaire d'approvisionner l'exploitation en aliments, en matériaux de litière, en fuel ; il y a aussi le laitier qui collecte le lait tous les 3 jours et du transport d'animaux. Ces activités se traduisent par l'utilisation des voies publiques, qui sont peu ou pas habitées.
	Est-il source de bruit ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En plus des activités citées ci-dessus qui génère un trafic routier aux abords de l'exploitation, certaines activités sont exécutées à l'intérieur même de l'installation. En effet, quotidiennement, il y a la traite des vaches et l'alimentation des animaux qui peuvent générer du bruit. Mais l'effet distance fait que ces activités ne représentent pas de nuisances sonores pour les voisins.
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Nuisances	Engendre-t-il des odeurs ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sur le site d'exploitation, les odeurs peuvent provenir des animaux et des stockages d'effluents. Mais la position des tiers par rapport aux vents dominants ainsi que l'effet distance sont des raisons pour lesquels l'exploitation ne génère pas de nuisances olfactives. Les mesures mises en place et les précautions resteront adaptées à l'exploitation même après projet. Cf Article 31 de la PJ n°6.
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les vibrations sont directement liées au trafic. Mais le projet n'aura pas d'impact sur les vibrations pour les tiers qui se situent à plusieurs centaines de mètres.
	Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'exploitation est susceptible de rejeter de l'ammoniac et du méthane. Mais dans un élevage laitier ces rejets restent raisonnables. D'autant plus, que les associés mettent en place des mesures pour limiter l'effet de ces gaz (ventilation des bâtiments, mixage des fosses(- de fermentation)
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les seuls rejets liquides dirigés vers le milieu sont les rejets d'eau de pluie. Ces dernières sont collectées par un réseau approprié et spécialisé qui évite toute souillure de ses eaux. Elles partent ensuite dans un bassin tampon.
	Engendre-t-il des effluents ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Deux types d'effluents : des effluents liquides (lisier, eaux usées et jus) et des effluents solides (fumiers). Tous les effluents sont stockés dans des ouvrages prévus à cet effet et correctement dimensionnés (voir DeXel joint). Aucun rejet vers le milieu naturel. Épandage sur terres agricoles
Déchets	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les exploitants utilisent la filière ADIVALOR pour recycler/collecter un maximum de déchets de l'exploitation. Les autres déchets sont mis aux ordures ménagères ou emmenés en déchetteries ou filière spécifique de valorisation (ATEMAX, collecteur d'huile usagée, de ferraille).

8 sur 13

	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Patrimoine/ Cadre de vie/ Population	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements) notamment l'usage des sols ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

7.2 Cumul avec d'autres activités

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres activités existantes ou autorisées ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquelles :

7.3 Incidence transfrontalière

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontalière ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquels :

7.4 Mesures d'évitement et de réduction

Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

Le projet de la SCL du Ménage n'aura pas réellement plus d'impact que la situation initiale (avant projet) sur l'environnement. Après projet, les animaux seront gérés de la même manière qu'auparavant. C'est juste le nombre d'animaux qui diffère. Par conséquent, l'alimentation et la gestion des effluents, et les autres tâches directement liées à l'élevage des animaux, sont également gérés de la même façon, mais en quantités différentes. Les déchets seront valorisés et évacués de façon identiques, par des filières adaptées. Le mode d'exploitation de l'installation restant le même, le projet n'apportera pas plus de nuisances.

8. Usage futur

Pour les sites nouveaux, veuillez indiquer votre proposition sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire le cas échéant, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme [5° de l'article R.512-46-4 du code de l'environnement].

Non concerné, il ne s'agit pas d'un nouveau site.

9. Commentaires libres

10. Engagement du demandeur

A Catillon sur Sambre

Le 26 septembre 2019

Signature du demandeur



10 sur 13

Bordereau récapitulatif des pièces à joindre à la demande d'enregistrement

Vous devez fournir le dossier complet en trois exemplaires, augmentés du nombre de communes dont l'avis est requis en application de l'article R. 512-46-11. Chaque dossier est constitué d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre enregistrement, parmi celles énumérées ci-dessous.

1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Pièces	
P.J. n°1. - Une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée [1° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°2. - Un plan à l'échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales prévu à l'article L. 512-7, le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres [2° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°3. - Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé de tous les réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau [3° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
Requête pour une échelle plus réduite <input checked="" type="checkbox"/> : 1/500 ème En cochant cette case, je demande l'autorisation de joindre à la présente demande d'enregistrement des plans de masse à une échelle inférieure au 1/200 [titre 1er du livre V du code de l'environnement]	
P.J. n°4. - Un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan d'occupation des sols, le plan local d'urbanisme ou la carte communale [4° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°5. - Une description de vos capacités techniques et financières [7° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°6. - Un document justifiant du respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées applicables à l'installation. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions [8° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour les installations d'élevage, se référer au point 5 de la notice explicative.	

2) Pièces à joindre selon la nature ou l'emplacement du projet :

Pièces	
Si vous sollicitez des aménagements aux prescriptions générales mentionnés à l'article L. 512-7 applicables à l'installation :	
P.J. n°7. - Un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés [Art. R. 512-46-5 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
Si votre projet se situe sur un site nouveau :	
P.J. n°8. - L'avis du propriétaire, si vous n'êtes pas propriétaire du terrain, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.	<input type="checkbox"/>
P.J. n°9. - L'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.	<input type="checkbox"/>
Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'un permis de construire :	
P.J. n°10. - La justification du dépôt de la demande de permis de construire [1° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement.	<input checked="" type="checkbox"/>
Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'une autorisation de défrichement :	
P.J. n°11. - La justification du dépôt de la demande d'autorisation de défrichement [2° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement.	<input type="checkbox"/>
Si l'emplacement ou la nature du projet sont visés par un plan, schéma ou programme figurant parmi la liste suivante :	
P.J. n°12. - Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes suivants : [9° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
- le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>

11 sur 13

- le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement ☒
- le schéma régional des carrières prévu à l'article L. 515-3 ☐
- le plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement ☐
- le plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement ☐
- le plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement ☐
- le programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement ☒
- le programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement ☒

Si votre projet nécessite une évaluation des incidences Natura 2000 :

P.J. n°13. - L'évaluation des incidences Natura 2000 [article 1° du I de l'art. R. 414-19 du code de l'environnement]. Cette évaluation est proportionnée à l'importance du projet et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence [Art. R. 414-23 du code de l'environnement]. ☐

P.J. n°13.1. - Une description du projet accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; lorsque le projet est à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni ; [1° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] ☐

P.J. n°13.2. Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. ☐

Dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du projet, de sa localisation dans un site Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. ☐

P.J. n°13.3. Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le projet peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres projets dont vous êtes responsable, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites [II de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. ☐

P.J. n°13.4. S'il résulte de l'analyse mentionnée au 13.3 que le projet peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant ou après sa réalisation, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables [III de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. ☐

P.J. n°13.5. Lorsque, malgré les mesures prévues en 13.4, des effets significatifs dommageables subsistent sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier d'évaluation expose, en outre : [IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] : ☐

- **P.J. n°13.5.1** La description des solutions alternatives envisageables, les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autre solution que celle retenue et les éléments qui permettent de justifier la réalisation du projet, dans les conditions prévues aux VII et VIII de l'article L. 414-4 du code de l'environnement ; [1° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] ☐

- **P.J. n°13.5.2** La description des mesures envisagées pour compenser les effets dommageables que les mesures prévues au ☐

13.4 ci-dessus ne peuvent supprimer. Les mesures compensatoires permettent une compensation efficace et proportionnée au regard de l'atteinte portée aux objectifs de conservation du ou des sites Natura 2000 concernés et du maintien de la cohérence globale du réseau Natura 2000. Ces mesures compensatoires sont mises en place selon un calendrier permettant d'assurer une continuité dans les capacités du réseau Natura 2000 à assurer la conservation des habitats naturels et des espèces. Lorsque ces mesures compensatoires sont fractionnées dans le temps et dans l'espace, elles résultent d'une approche d'ensemble, permettant d'assurer cette continuité ; [2° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] ☐

- **P.J. n°13.5.3** L'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge des mesures compensatoires, qui sont assumées par vous [3° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. ☐

Si votre projet concerne les installations qui relèvent des dispositions des articles L. 229-5 et 229-6 :

P.J. n°14. - La description :

- Des matières premières, combustibles et auxiliaires susceptibles d'émettre du gaz à effet de serre ;
- Des différentes sources d'émissions de gaz à effet de serre de l'installation ;
- Des mesures prises pour quantifier les émissions de gaz à effet de serre grâce à un plan de surveillance qui réponde aux exigences du règlement pris en application de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre. Ce plan peut être actualisé par l'exploitant dans les conditions prévues par ce même règlement sans avoir à modifier son enregistrement. [10° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☐

P.J. n°15. Un résumé non technique des informations mentionnées dans la pièce jointe n°14 [10° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☐

Si votre projet concerne une installation d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW :

P.J. n°16. - Une analyse coûts-avantages afin d'évaluer l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale notamment à travers un réseau de chaleur ou de froid. Un arrêté du ministre chargé des installations classées et du ministre chargé de l'énergie, pris dans les formes prévues à l'article L. 512-5, définit les installations concernées ainsi que les modalités de réalisation de l'analyse coûts-avantages. [11° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]

☐

P.J. n°17. - Une description des mesures prises pour limiter la consommation d'énergie de l'installation. Sont fournis notamment les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique, tels que la récupération secondaire de chaleur. [12° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]

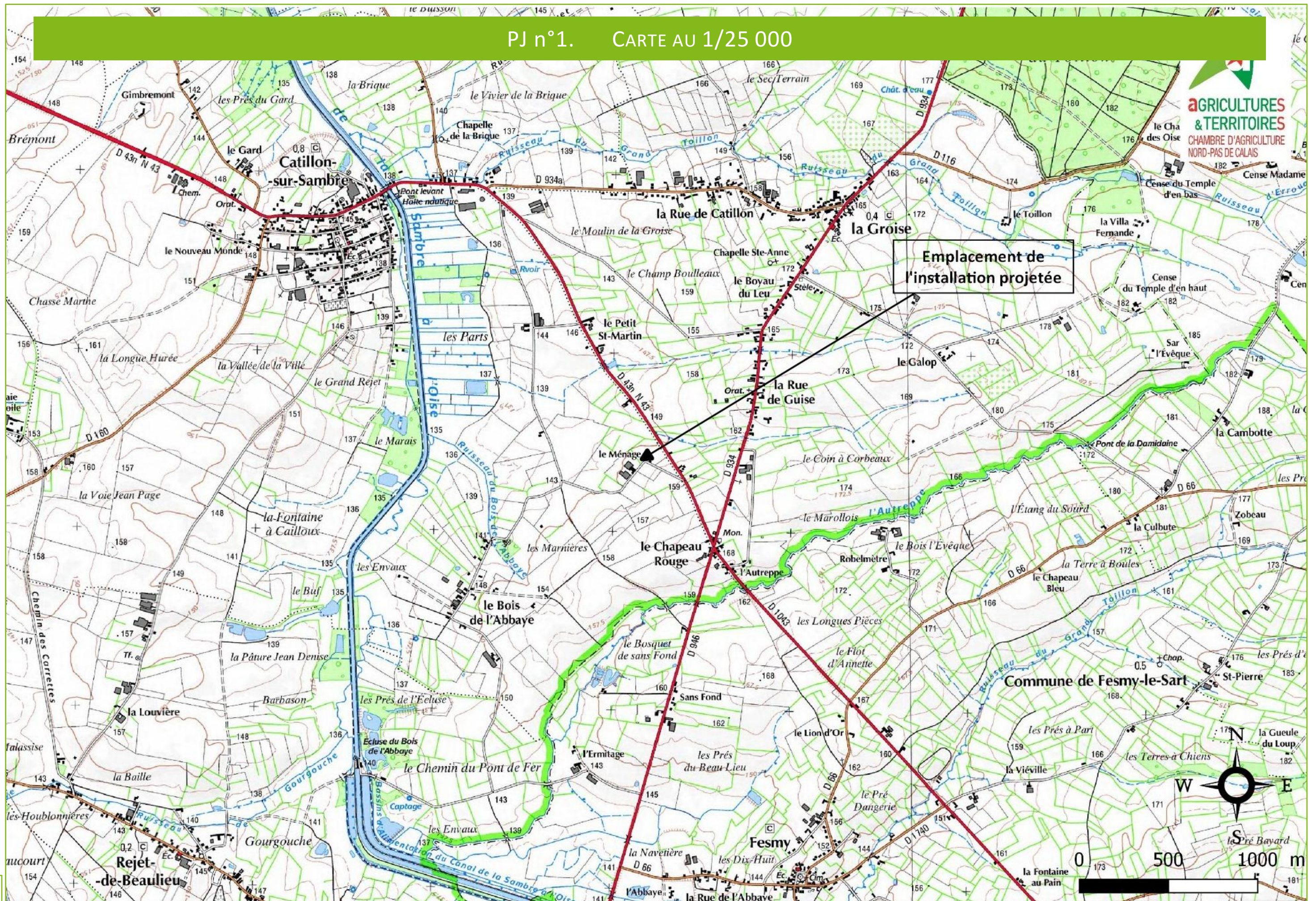
☐

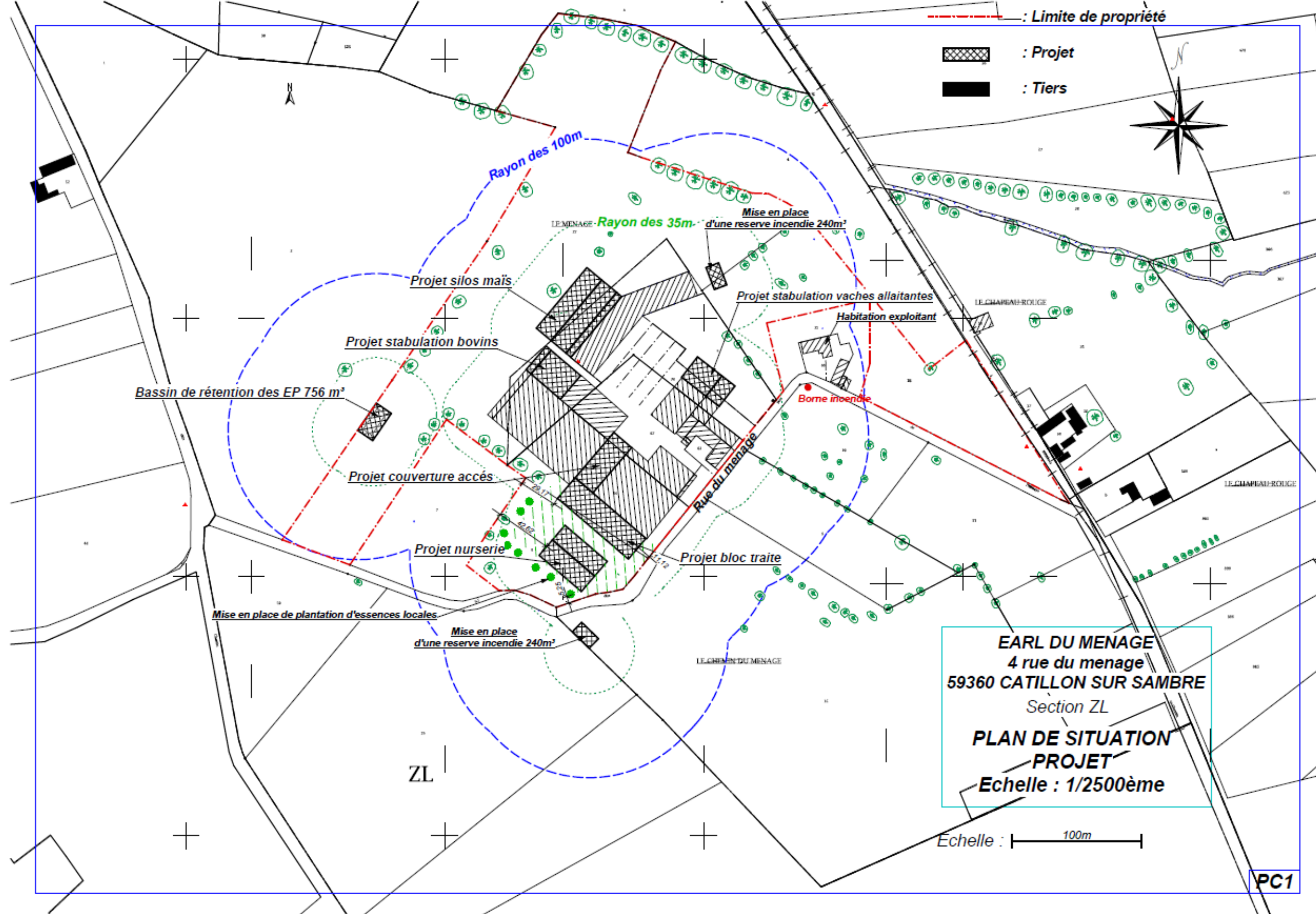
3) Autres pièces volontairement transmises par le demandeur :

Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les pièces supplémentaires que vous souhaitez transmettre à l'administration.

Pièces

PJ n°1. CARTE AU 1/25 000





PJ n°4. AFFECTATION DES SOLS

La SCL du ménage prévoit, dans son projet, de nouvelles constructions (nurserie, bloc traite, extensions de bâtiments et silos). En effet, une demande de permis de construire est en cours.

1. Document d'urbanisme et carte de zonage de Catillon sur Sambre

La commune de Catillon sur Sambre dispose d'un PLU (Plan Local d'Urbanisme) et d'une carte de zonage.

Chaque type de zone possède un chapitre dans le document d'urbanisme de la commune. L'intégralité des parcelles sur lesquelles l'installation se trouve se situe en zone agricole.

2. Règlement du zonage

L'extrait du règlement du PLU de Catillon sur Sambre correspondant aux dispositions applicables à la zone A se trouve en Annexe 1. Dans la même annexe, on trouve aussi la carte de zonage, avec l'identification, sur cette carte, de la SCL du Ménage.

PJ n°5. CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES

1. Capacités techniques

Les capacités techniques de la SCL sont d'autant plus grandes que les deux associés apportent chacun des compétences. Ils disposent tous les deux d'un diplôme agricole (voir en Annexe 2) et de plusieurs années d'expériences comme le résume le tableau suivant :

Associés	Dates de naissance	Années d'installation	Diplômes
LIXON Maryse	25/02/68	1990	Brevet Professionnel Agricole Option : Agriculture élevage Certificat de fin de stage « Formation complémentaire »
LIXON Philippe	18/04/68	1992	Brevet Professionnel Agricole Option : Agriculture élevage

Les deux associés se sont regroupés la première fois (création de l'EARL du Ménage) en 2003. A cette période chacun des associés avait déjà repris la ferme de leur famille respective et avait donc quelques années d'expérience. Ils sont installés depuis presque 30 ans. L'expérience présente dans cette entreprise agricole n'est plus à démontrer, tous les associés ont plusieurs dizaines d'années d'expérience dans l'élevage laitier.

Plusieurs salariés travaillent sur le site d'exploitation. Un est employé par l'EARL du Ménage, le second est embauché par la SCL du Ménage. La SCL a aussi pour projet d'embaucher une personne supplémentaire en juin 2018. La SCL forme aussi un apprenti.

Leur fils Joffrey, qui fait partie des personnes employées sur l'exploitation, il a réalisé la formation « BTS ACSE » après avoir obtenu un bac agricole.

Les personnes qui travaillent aux côtés des associés sont compétents et pointus dans leur domaine ce qui leur permet de les seconder dans l'organisation et le travail quotidien de l'exploitation. Les associés sont entourés également de techniciens spécialisés dans leur domaine (nutrition, zootechnie, culture, bâtiment) et sont encadrés par un centre de gestion agréé (AJML Jean-Marc Labare, KPMG) pour leur accompagnement comptable et juridique.

La capacité technique des exploitants repose à la fois sur une expérience professionnelle de plusieurs dizaines d'années et sur un enseignement scolaire adapté.

2. Capacités financières

Le projet de la SCL du ménage nécessite des investissements majeurs. Il est indispensable que le projet d'accroissement du cheptel laitier se construise sur une base économique et financière saine. Les données rendues disponibles par KPMG permettent de prouver les capacités financières de la SCL du ménage. Il s'agit d'une étude financière des deux sociétés (SCL du ménage et EARL du ménage) incluant les investissements liés à l'enregistrement, les remboursements, les amortissements ainsi que le compte résultats, les soldes intermédiaires de gestion et le bilan prévisionnels.

Sont détaillés ici les chiffres de la SCL (qui est étudiée dans ce dossier). En revanche, il est nécessaire de préciser que les investissements prévus pour le projet ne sont pas réalisés par la SCL du ménage, mais par l'EARL du ménage.

Les documents sont consultables en Annexe 10.

Les données de gestion permettent de juger de la bonne santé financière de la SCL.

PJ n°6. DOCUMENT JUSTIFIANT DU RESPECT DES PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES A L'INSTALLATION

Comme prévu par le code de l'environnement, le pétitionnaire énumère et justifie dans son dossier d'enregistrement les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions de l'arrêté du 27/12/2013, version en vigueur au 29/08/2017.

PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS
Article 1	<p>Rubrique concernée par ce dossier : n°2101-2 b) (élevage de vaches laitières) L'élevage détiendra, après projet, 399 vaches laitières.</p> <p>Ce dossier fait suite à une mise en demeure. Un délai supplémentaire a été demandé et accordé afin de réaliser ce dossier dans les meilleures circonstances. La lettre de demande de délais supplémentaire et la réponse donnée par M. le Préfet se trouvent en Annexe 3.</p> <p>A ces lettres s'ajoute le bilan des installations électriques du site réalisé par Véritas, il est disponible en Annexe 5.</p> <p>A savoir : Ce dossier est réalisé au nom de la SCL du Ménage, elle-même mise en demeure en 2017. En revanche, le site d'exploitation est commun aux animaux de la SCL du Ménage (effectifs laitiers) et de l'EARL du Ménage (effectifs allaitants et engraissement), dont les chefs d'exploitation sont les mêmes. Les ouvrages de stockage des effluents sont aussi communs aux deux sociétés. Par soucis de bonne gestion globale et afin d'éviter les calculs théoriques et d'approximation, notamment au niveau de la gestion des effluents, un Dixel a été réalisé pour l'ensemble du site et des animaux. De la même façon, le plan d'épandage englobe la totalité des animaux, donc des effluents, du site. Le dimensionnement et la présentation dans ce dossier ont été réalisés au plus proche de la réalité du terrain.</p> <p>L'EARL du Ménage possède les bâtiments du site d'exploitation et est elle-même déclarée pour 70 vaches allaitantes et 140 bovins à l'engraissement. Le récépissé de télédéclaration se trouve en Annexe 4.</p> <p>La SCL du ménage est, quant à elle, pour l'instant déclarée pour 150 vaches laitières depuis 2015, le récépissé est aussi en Annexe 4.</p>

Article 2 (Définition)	Aucune
Chapitre 1^{er} : Dispositions générales	
Article 3 (Conformité de l'exploitation)	<p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans joints à la demande d'enregistrement. Un permis de construire vient d'être déposé. En effet, le projet prévoit la construction de nouveaux bâtiments pour ce projet. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une nurserie avec une partie consacrée aux cases individuelles et une partie dédiée aux logements collectifs sur paille des veaux. - Un bloc traite contenant une salle de traite rotative de 40 postes, les tanks, et l'aire d'attente sur caillebotis. - Une couverture d'une aire de transfert. - Une extension d'un bâtiment d'élevage en 100% paillé avec stockage d'aliments. - Une extension d'un second bâtiment d'élevage (troupeau allaitant). - Un ensemble de 3 silos. <p>Ces constructions qui vont être, en partie, utilisées par la SCL du ménage, sont réalisés par l'EARL du Ménage. Les investissements sont faits par l'EARL, le permis de construire est donc au nom de l'EARL.</p>
Article 4 (Dossier installation classée)	Le dossier de demande d'enregistrement et les documents associés sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées par l'exploitant.

<p>Article 5 (Implantation)</p>	<p>Les bâtiments et annexes de l'exploitation sont implantés à distances réglementaires des récepteurs sensibles puisqu'ils se trouvent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 201 mètres du premier tiers et 240 mètres du deuxième tiers - 69 mètres du premier cours d'eau <p>Ces éléments se trouvent et en</p> <p>Annexe 12.</p> <p>Il n'y a aucun lieu de baignade, ni de pisciculture à proximité de l'exploitation.</p>
--	---

<p>Article 6 (Intégration au paysage)</p>	<p>Les bâtiments existants sont parfaitement intégrés au paysage car les matériaux utilisés pour les constructions ont été choisis parmi ceux qui sont autorisés par le Plu de la commune de Catillon sur Sambre, c'est-à-dire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour certains bâtiments, les côtés des bâtiments sont faits, dans leurs parties basses, de la plaque de béton graviers lavés, de deux teintes différentes. La première plaque est plus foncée que la ou les autres plaques du dessus. Le bardage est ensuite constitué de tôles ventelles claires. - Pour les autres bâtiments, notamment le bâtiment des vaches allaitantes et des génisses, le bardage sera prolongé de la même façon que le bâtiment existant, c'est-à-dire en bardage tôle. - La toiture est composée de tôle fibrociment couleur ardoise principalement. Celui des bâtiments les plus anciens ont une toiture en fibrociment teinte naturelle. La nurserie et le bloc traite seront couverts des tôles bac acier isolées couleur ardoise. <p>Dans l'ensemble, les bâtiments sont des structures de taille moyenne les unes à côté des autres, suivant, au fil des constructions, le dénivelé du terrain. Les grands bâtiments sont divisés en plusieurs bi-pente quand c'est possible, pour casser l'effet de masse. De plus, les constructions sont parallèles aux éléments structurant du paysage. L'intégration de l'installation au paysage est réussie parce que les exploitants veulent à garder une harmonie sur l'exploitation, même avec les nouvelles constructions.</p> <p>Aussi, l'ensemble des installations et leurs abords sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</p>
<p>Article 7 (Infrastructures agroécologiques)</p>	<p>Les exploitants prennent les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur leur exploitation. Toute la végétation environnante sera conservée après le projet, notamment les haies d'espèces locales et les zones enherbées. Les bandes enherbées (zones tampon) sont visualisables sur des cartes du plan d'épandage.</p> <p>Comme le définit l'Article 3 paragraphe 5° de l'arrêté du 24 avril 2015 relatif aux règles de bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE), « la surface consacrée à la bande tampon peut être pâturée sous réserve du respect des règles d'usage pour l'accès des animaux au cours d'eau ». Cette notion est donc prise en considération par les associés afin d'éviter toute pollution directe des animaux dans les cours d'eau longeant ou traversant les prairies pâturées.</p>



Figure 1 : Bardage des bâtiments existants

Chapitre 2 : Prévention des accidents et des pollutions

Article 8 (Localisation des risques)	L'exploitant prête attention à la sécurité des installations, notamment le stockage de fuel. La cuve de stockage de fuel de 5 000 litres est équipée d'une double paroi. Elle est localisée par un triangle rouge sur le Plans d'ensemble au 1/500 en PJ n°3.
Article 9 (Etat des stocks de produits dangereux)	Aucune
Article 10 (Propreté de l'installation)	<p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de poussières. Aucun bâtiment ne possède de ventilation dynamique, ce qui diminue les risques d'amas de poussière.</p> <p>Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction.</p> <p>Des insecticides sont pulvérisés si besoin. La dératisation est effectuée par la société La Camda deux fois par an sur l'exploitation et dans le reste du village.</p>
Article 11 (Aménagement)	<p>Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des silos susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. En effet, dans le projet, la laiterie et la salle de traite sont neufs, certains silos et bâtiments d'élevage aussi. Les dalles et revêtements sont faits de façon à en faciliter le nettoyage et de façon à récupérer les eaux usées et de les stocker dans les fosses prévues à cet effet.</p> <p>Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Sur l'exploitation, aucune fosse à l'air libre n'est présente. Il s'agit uniquement de fosses caillebotis ou enterrées.</p> <p>A la SCL du ménage, il y a des aliments stockés en dehors des bâtiments. Ces aliments sont stockés dans 7 silos (3 existants, 4 en projet) couverts en permanence ce qui les rend imperméable à la pluie.</p> <p>Les tuyauteries et canalisations transportant les effluents sont convenablement entretenues et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état, en cas d'obstruction, les exploitants interviennent dans les plus brefs délais et contactent une entreprise spécialisée si besoin.</p>

Article 12 (Accessibilité)	<p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation.</p> <p>Comme l'on peut le constater sur le Plans d'ensemble au 1/500 en PJ n°3, l'exploitation dispose de trois accès après projet.</p>
Article 13 (moyens de lutte contre l'incendie)	<p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques (voir Plans d'ensemble au 1/500 en PJ n°3):</p> <p>Deux réserves incendie de 240 m³ sont incluses dans le projet (voir situation des réserves sur le plan en</p> <ul style="list-style-type: none"> - Annexe 12). Il existe aussi un poteau incendie qui délivre 82m³/h à 170 mètres de l'exploitation (voir justificatif poteau incendie caractéristiques). En effet, d'après le Règlement départemental de Défense Extérieur Contre l'Incendie, pour une surface supérieure à 3500m² de bâtiment agricole mixtes (stockage et élevage), il est nécessaire de pouvoir fournir 240 m³/h pendant 2 heures soit 480 m³, stockés sur 2 points minimum (voir Annexe 9). <p>8 extincteurs qui font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur (voir</p> <ul style="list-style-type: none"> - Annexe 3). Un extincteur portatif à poudre de 9 kg se trouve à proximité de la cuve à fuel. Et un extincteur à CO₂ de 2 kg se situe dans le local technique proche des armoires électriques. Les autres extincteurs sont à poudre de 6 ou 9 kgs. - Un bassin tampon pourra aussi faire office de réserve d'eau en cas de besoin. Ce dernier a une capacité de 756 m³ (plus de détails dans le paragraphe destiné à la gestion des eaux pluviales : Article 24). <p>Des consignes précises notamment les numéros d'urgences 18, 17, 15 et 112 ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation sont affichés à côté du téléphone et à l'entrée du bâtiment.</p> <p>Les exploitants entretiennent trois entrées distinctes sur le site (voir Plans d'ensemble au 1/500 en PJ n°3), elles permettent d'accéder de part et d'autre des bâtiments. Il existe aussi des accès stabilisés qui mènent jusqu'aux réserves incendie.</p>
Article 14 (Installations électriques et techniques)	<p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement les éléments justifiant que ses installations électriques sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les ans puisque l'exploitant emploie des salariés et des stagiaires.</p> <p>Le réseau électrique est consultable sur le plan d'ensemble.</p>

<p>Article 15 (Dispositif de rétention)</p>	<p>La cuve de stockage de fuel de 5 000 litres dispose d'une double paroi. Les produits de nettoyage, désinfection, traitement et produits dangereux sont stockés dans des locaux prévus à cet effet afin d'éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tout risque pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes ou la protection de l'environnement (voir localisation du local phytosanitaire sur le Erreur ! Source du renvoi introuvable.). Le stockage et le réseau d'eaux usées en cas de pollution accidentelle ont sur le plan d'ensemble.</p>
--	---

Chapitre 3 : Emission dans l'eau et les sols

Section 1 : Principes généraux

Article 16

(Compatibilité avec le SDAGE et le SAGE, zones vulnérables)

- I. Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 et suivants du code de l'environnement.
- II. L'exploitation bas se situe dans le zonage des zones vulnérables aux pollutions par les nitrates, délimitées conformément aux dispositions des articles R. 211-75 et R. 211-77 du code de l'environnement. Les associés s'efforcent d'appliquer les dispositions fixées par les arrêtés relatifs aux programmes d'action pris en application des articles R. 211-80 à R. 211-83 du code de l'environnement.

Une étude détaillée des obligations s'appliquant directement à l'installation se trouve en Annexe 6.

Section 2 : Prélèvements et consommation d'eau

Article 17

(prélèvement d'eau)

La SCL du Ménage possède une source de prélèvement d'eau pour fournir l'élevage :
Il s'agit d'un puits ancestral de 9 mètres de profondeur. Son existence sur l'exploitation date de plusieurs dizaines d'années et de plusieurs générations. Le prélèvement d'eau est commun à toutes les sociétés présentes sur ce site. Le volume maximal de prélèvement journalier sur le puits est de 50 m³ (pour l'ensemble des activités des sociétés sur ce site).
Un compteur, installé fin 2013, indique en date du 07/02/2018, la consommation de 56 997 m³d'eau. La consommation en eau de l'exploitation est donc bien inférieure au 200 000 m³ par an (même si les effectifs tendent à augmenter, le seuil des 200 000 m³ par an ne sera pas atteint).Après projet, si l'on considère que l'exploitation prélève 50 m³ par jour maximum (valeur estimée par l'éleveur), à l'année, le volume serait de 18 250 m³, bien inférieur au 200 000 m³ par an. Un relevé de compteurs est effectué mensuellement. Les relevés de compteurs sont inscrits dans un registre tenu par les exploitants.
Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.
Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. Les abreuvoirs des animaux sont régulièrement contrôlés pour détecter et réparer une potentielle fuite.
Il sera installé des compteurs divisionnaires afin de mieux comptabiliser les consommations en eau de la SCL du ménage. Il sera notamment installé un compteur au niveau de l'arrivée d'eau du bâtiment des vaches laitières, afin de pouvoir contrôler leur consommation d'eau. Une approche théorique permet le calcul des consommations en eau de chaque catégorie animale (voir Article 18 ci-dessous).

Article 18 (ouvrages de prélèvement)

Lorsque le volume prélevé est supérieur à 10 000 m³ par an, il est nécessaire de fournir une justification qui indique que les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement sont conformes aux dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2003 relatif aux prélèvements soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.2.0. en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement.

Présence et fonctionnement du compteur :

Adéquation des volumes prélevés par rapports aux besoins de l'élevage : Les volumes actuellement prélevés ne sont pas en adéquation avec le projet. En effet, le nombre d'animaux augmentant, la consommation en eau tend à augmenter aussi.

Le compteur d'eau relié au réseau public se trouve dans la maison des exploitants. A l'heure actuelle, l'intégralité des consommations en eau de la SCL provient du puits. La qualité et la quantité d'eau du puits correspondent aux besoins de la SCL. La consommation d'eau de réseau public est uniquement personnelle. Un dispositif de disconnexion permet de pouvoir alimenté les animaux de la SCL en eau si un problème survient au niveau du puits.

Afin de contrôler les consommations en eau de l'exploitation, les éleveurs relèvent mensuellement le compteur d'eau installé sur le puits. Les données relevées sont inscrites dans un registre conservé sur l'installation.

- (1) La consommation en eau des animaux peut varier en fonction de plusieurs facteurs comme : le niveau de production laitière, les températures ambiantes, le type de ration, ... Les références de consommation utilisées pour ce paragraphe proviennent de la source « Maitrise des consommations d'eau en élevage » par Casdar et de « The nutritional requirements of beefcattle », 7e édition révisée, Washington, D.C., mise à jour 2000 du National Research Council. Une fourchette haute a été prise pour estimer, par précaution, une consommation plus haute que plus basse.

Consommation en eau des bovins :

Type d'animal	Nombre	l/jour/animal (1)	l/jour/type	l/an/type	m3/an/type
Vaches laitières	399	90	35910	13 107 150	13 107
Génisses +24mois	41	38	1558	568 670	569
Génisses +12mois	150	33	4950	1 806 750	1 807
Veaux lait 0 à 12 mois	150	13	1950	711 750	712
			44368	16 194320	16194

Tableau 1 : Consommation en eau des bovins de la SCL du ménage

	<div>Consommation en eau de la salle de traite :</div> <table><tr><th>Type équipement</th><th>Volume consommé par jour (m3)</th><th>Volume consommé par an (m3)</th></tr><tr><td>Roto 40 places</td><td rowspan="2">1,09</td><td rowspan="2">399,6</td></tr><tr><td>Nettoyage de la machine</td></tr><tr><td>Roto 40 places</td><td rowspan="2">1,25</td><td rowspan="2">458,5</td></tr><tr><td>Nettoyage des quais de traite</td></tr></table> <div>Tableau 2 : Consommation en eau de la salle de traite</div> <p>Le volume d’eau consommé par les animaux chaque année est de 16 194m³. Le volume d’eau consommé par l’outil de traite est de(399.6 + 458.5) 858.1m³ annuellement. Au total on estime à 17 052.1 m³, la quantité d’eau annuellement consommée par l’activité d’élevage de la SCL et de l’EARL du Ménage (soit 46.7 m³ par jour).</p>	Type équipement	Volume consommé par jour (m3)	Volume consommé par an (m3)	Roto 40 places	1,09	399,6	Nettoyage de la machine	Roto 40 places	1,25	458,5	Nettoyage des quais de traite
Type équipement	Volume consommé par jour (m3)	Volume consommé par an (m3)										
Roto 40 places	1,09	399,6										
Nettoyage de la machine												
Roto 40 places	1,25	458,5										
Nettoyage des quais de traite												
Article 19(forage, puit)	<p>Ce puits de 9 mètres de profondeur est conforme aux dispositions du code minier et à l’arrêté du 11 septembre 2003 susvisé. Son débit n’a jamais été mesuré mais un compteur permet de suivre la consommation en eau provenant du puits. Le nécessaire est fait, par les associés pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. De ce fait toutes les précautions sont prises : le fuel est stocké dans une cuve double parois et les produits dangereux sont stockés dans un local phytosanitaire parfaitement étanche à une potentielle fuite. Les associés prennent garde à utiliser ces produits de façon minutieuse pour éviter toute fuite vers le milieu.La position du puits est indiquée sur la PJ n°3 : Plans d’ensemble au 1/500</p>											
Section 3 : Gestion du pâturage et des parcours extérieurs												
Article 20-21 (parcours extérieur des porcs et volailles)	Non concerné.											

Article 22 (pâturage bovins)

La SCL dispose (mises à dispositions) de 99.41Ha de prairies qui ne sont cependant pas toutes pâturées. L'herbe fait donc partie de la ration de certaines catégories d'animaux. L'ensemble des génisses de renouvellement va au pâturage 6.5 mois de l'année. Les vaches laitières n'iront plus au pâturage à la suite du projet (sauf cas exceptionnel si herbage disponible proche des bâtiments). Les points d'abreuvement des bovins au pâturage sont aménagés afin d'éviter les risques de pollution directe dans les cours d'eau. Les points de regroupement des animaux font l'objet d'une attention particulière afin de limiter la formation de bournier. De plus, pour les points d'affouragement, une attention particulière est portée au choix de leur emplacement afin de les localiser sur les parties les plus sèches de la prairie.

Tous ces points de gestion du pâturage seront conservés après projet d'augmentation du nombre de vaches laitières.

Le tableau suivant indique la présence des animaux dans les pâturages de l'exploitation (suite au projet):

N° ilot	Type animal	Nombre	UGB référence	Nombre UGB	Durée pâturage	UGB*JPE	Surface pâturage	UGB*JPE/ha
F25	Génisses 1 à 2 ans	19	0,7	13,3	200	2660	4,67	569,59
M1	Génisses +24 mois	35	0,8	28	200	5600	10,18	550,10
M2	Génisses 1 à 2 ans	80	0,7	56	200	11200	18,57	603,12
M11	Génisses 1 à 2 ans	4	0,7	2,8	200	560	0,98	571,43
M12	Génisses 1 à 2 ans	12	0,7	8,4	200	1680	2,76	608,70
M19	Génisses 1 à 2 ans	10	0,7	7	200	1400	2,52	555,56
M29	Génisses 1 à 2 ans	10	0,7	7	200	1400	2,58	542,64

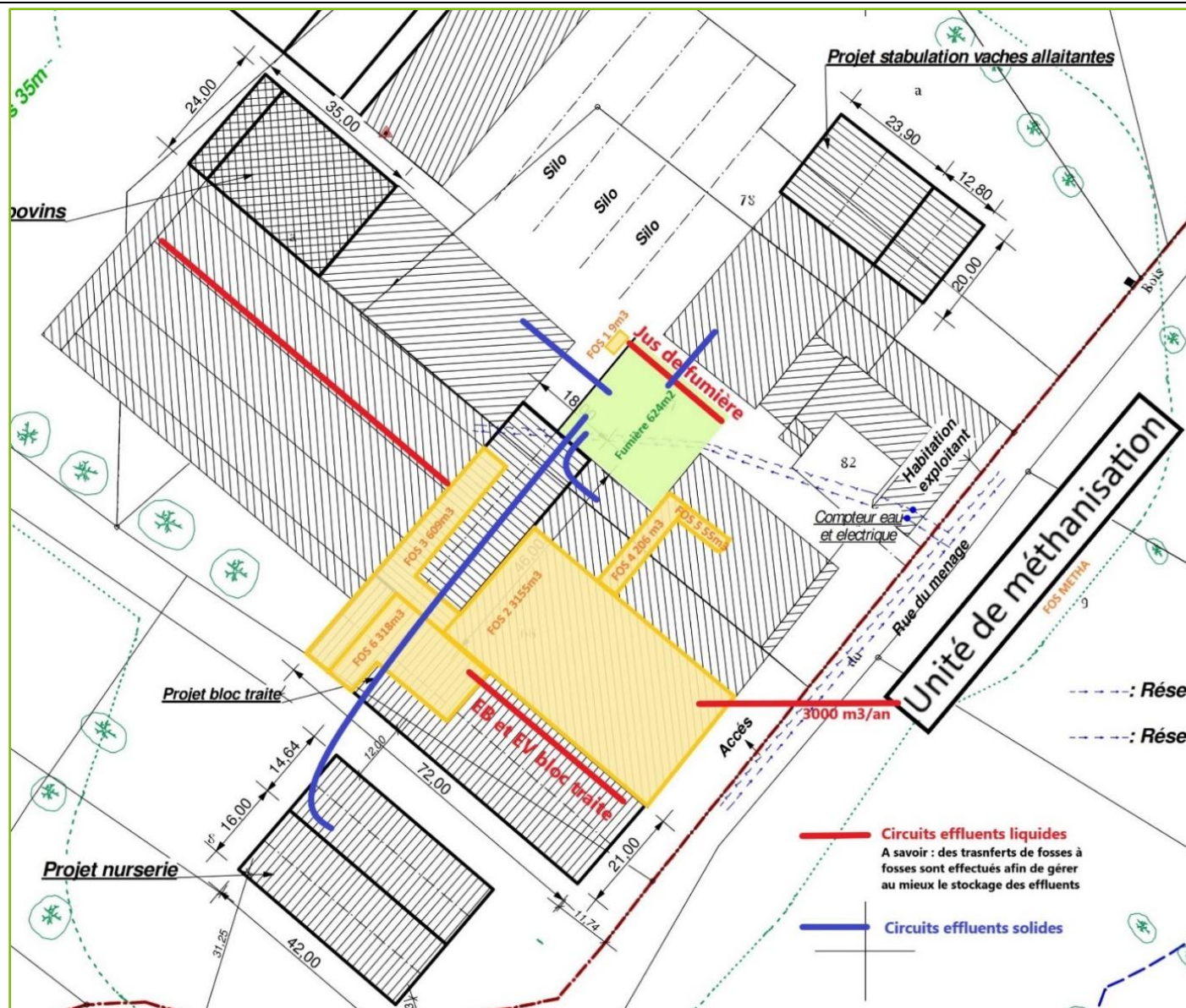
- Les animaux pâturent uniquement en période estivale.
- Suite au projet, les vaches laitières ne sortiront plus, ou uniquement quelques vaches taries en alternance avec des génisses laitières.
- Les génisses de 1 an au vêlage (24 mois et plus), vont au pâturage 6,5 mois de l'année. Les veaux de moins d'un an ne pâturent pas.

Article 22 (pâturage bovins)	<p>Le plan des surfaces pâturées se trouve en Annexe 11.</p> <p>La gestion des pâturages est organisée de façon à prévenir leur dégradation par les animaux. D'ailleurs les exploitants font attention à limiter les risques de sur-pâturage en calculant le temps de présence des animaux sur les surfaces pâturées. Les résultats obtenus sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur la période estivale : 571 UGB.JPE/ha (max 650) de moyenne - Sur la période hivernale : 0 UGB.JPE/ha (max 400) <p>PS : La valeur des UGB de référence est calculée en fonction du tableau ci-contre. Les chiffres présentés sont tirés du site Eurostat, Glossaire : Unité de Gros Bétail (UGB).</p> <table data-bbox="1693 459 2136 584"> <tr> <th>Type</th><th>UGB référence</th></tr> <tr> <td>Génisses de 2 ans</td><td>0,8</td></tr> <tr> <td>Génisses d'un an</td><td>0,7</td></tr> </table>	Type	UGB référence	Génisses de 2 ans	0,8	Génisses d'un an	0,7
Type	UGB référence						
Génisses de 2 ans	0,8						
Génisses d'un an	0,7						
Section 4 : Collecte et stockage des effluents							
Article 23 (effluents d'élevage)	<p>Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage (FUM 1, FOS 1, FOS 2, FOS 3, FOS 4, FOS 5, FOS 6) ou des effluents d'élevage (méthanisation FOS METHA).</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement. Une vue d'ensemble est représentée sur le schéma ci-après et sur le Plans d'ensemble au 1/500 en PJ n°3.</p> <p>L'exploitation se situe en zone vulnérables. Le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier. De ce fait seuls les fumiers compacts non susceptibles d'écoulements sont stocker en bout de champs et toutes les dispositions pour ce mode de stockage sont respectées.</p> <p>Pour justifier du dimensionnement des ouvrages de stockage des effluents, y compris la capacité de stockage des eaux de pluie qui tombent dans les ouvrages de stockage, des eaux usées et des jus issus de l'activité d'élevage et des annexes, le DeXel correspondant au projet est fourni en Annexe 7.</p>						

Tableau 3 : Valeur des UGB

<p>Article 23 (effluents d'élevage)</p>	<p>La SCL du ménage dispose de plusieurs ouvrages de stockage, qui peuvent contenir des effluents :</p> <ul style="list-style-type: none"> - FUM 1 : Fumière non couverte avec 3 murs, située au centre de l'exploitation, d'une surface totale de 624 m². - FOS 1 : Fosse rectangulaire enterrée située proche de la fumière pour en récupérer les jus, d'un volume de 9 m3 utiles. - FOS 2 : Fosse caillebotis située dans le B1 logeant des vaches laitières, d'un volume de 3155 m3 utiles. - FOS 3 : Fosse caillebotis située entre le B1 et le B2, sous l'aire de transfert, d'un volume de 206 m3 utiles. - FOS 4 : Fosse caillebotis située dans le B3 logeant des génisses laitières, d'un volume de 3155 m3 utiles. - FOS 5 : Fosse caillebotis de l'aire d'attente de l'ancien bloc traite de l'exploitation, d'un volume de 55 m3 utiles. - FOS 6 : Fosse caillebotis située sous l'aire d'attente du nouveau bloc traite, d'un volume de 318 m3 utiles. - FOS METHA : Fosse circulaire enterrée simulant l'export régulier des effluents vers l'unité de méthanisation. <p>La FOS 1 sert à récupérer les jus issus de la FUM 1. Elle est régulièrement transvidée dans une des autres fosses de l'exploitation. Certaines fosses ont tendances à être remplies plus rapidement, mais les exploitants prennent le soin de réaliser des transferts de fosses à fosses si besoin et si les conditions d'épandage ne sont pas bonnes.</p> <p>Toutes les fosses de la SCL sont gérées comme un tout, dans la globalité. Ce schéma ne montre pas les transferts de fosse à fosse qui peuvent être effectués si besoin. Les ouvrages de stockages présentés sont ceux utilisés par la SCL du ménage.</p> <p>Note descriptive des réseaux de collecte :</p> <p>B1 : Les lisiers tombent directement dans la FOS 2.</p> <p>B2 : Les lisiers sont raclés et poussés dans la FOS 3.</p> <p>B3 : Les fumiers sont transférés sur la FUM 1.</p> <p>B4 : Les fumiers sont transférés sur la FUM 1.</p> <p>B5 : Les fumiers du couloir d'alimentation sont stockés sur la fumière. Les fumiers de l'aire de couchage paillée sont stockés au champ.</p> <p>B10 et B11 : Les fumiers sont transférés sur la FUM 1.</p>
--	--

Article 23 (effluents d'élevage)



Réseaux de collecte des effluents

<p>Article 24 (rejet des eaux pluviales)</p>	<p>Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou un chéneau. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure (réserve incendie), soit évacuées vers le milieu naturel.</p> <p>Le réseau de collecte des eaux pluviales de toitures et des eaux pluviales ruisselantes sur les surfaces imperméabilisées est présenté sur le Plans d'ensemble au 1/500 en PJ n°3.</p> <p>Des déversoirs d'orages sont installés en bout des silos projet afin de dévier ces flux pour éviter l'encombrement des conduites et des ouvrages de stockage.</p> <p>Les eaux pluviales sont dirigées principalement vers un bassin tampon. Elles permettent aussi d'alimenter les réserves incendie au besoin.</p> <p>Le calcul du volume du bassin tampon est détaillé ci-dessous.</p> <p><u>Dimensionnement du bassin tampon :</u></p> <p>Afin de gérer les eaux pluviales tombant à la surface de ces zones imperméabilisées, les exploitants décident de mettre en place un bassin tampon pour collecter les eaux de ruissellement avant leur rejet vers la becque. On enregistre 16 700 m² de bâtiments, 4 500 m² de silo ainsi que 7000 m² de zone stabilisée.</p> <p>Objectifs de la gestion des eaux pluviales</p> <p>Gérer l'aspect quantitatif en organisant le tamponnement des eaux pluviales avant leur rejet dans le milieu naturel. Classiquement, un bassin tampon est réalisé pour collecter les eaux pluviales et les renvoyer par un système de trop-plein.</p> <p>Paramètres à prendre en considération pour le dimensionnement du bassin</p> <p>① Choix de l'évènement pluvieux</p> <p>Nous sommes en zone rurale, nous opterons pour une période de retour de 10 ans avec une fréquence d'un orage conséquent/an.</p> <p>② Le coefficient de ruissellement = C_r (voir tableau ci-après)</p> <p>Compte tenu des toitures existantes majoritairement en fibres-ciment et du renforcement de l'étanchéité des sols, nous opterons pour un C_r de 0,95 pour les toitures et de 0,80 pour les chemins stabilisés et les silos.</p> <p>Le coefficient de ruissellement tient compte de la rugosité de la surface réceptrice.</p> <p style="text-align: right;">Tableau 4 : Coefficient de ruissellement d'après HIRSIGER (1988)</p>
---	--

Article 24 (rejet des eaux pluviales)

Genre de surface réceptrice de pluie A	Cr
Toit en couverture en	
Fibro-ciment, ardoise naturelle	0,95
Métal	0,95
Verre	0,95
Matière synthétique	0,95
Tuile (terre cuite ou béton)	0,95
Toit plat avec étanchéité monocouche synthétique ou multicouche bitumeuse, avec couche de protection de	
Gravier 15/30	0,6
Dallage	0,8
Place et chemin surfacés en dur :	0,8
Places pavées	0,5 – 0,7
Places avec pavés ajourés engazonnés	0,15 – 0,3
Toit plat avec étanchéité multicouche bitumeuse, avec couche de protection de :	
Sable et gravillons 0/15	0,3 – 0,6

Cr = Coefficient de retardement ou de ruissellement

A = surface du toit, projetée sur un plan horizontal

③ Surface à prendre en compte = S

Nous estimons à 28 200 m² la surface de l'exploitation qui génère les eaux de ruissellement.

④ Débit de pointe Q_p = en m³/s

Il correspond au débit d'entrée, dans le bassin de rétention, le plus élevé à la suite d'une pluie d'orage sur la période de retour considérée (ici = 10 ans).

Calcul du débit de pointe pour une pluie de 30 mm/h correspondant à notre hypothèse de calcul.

<p>Article 24 (rejet des eaux pluviales)</p>	<div> $Q_p = \frac{C_r \times I_p \times A}{360}$ <p>Cr = Coefficient de ruissellement Ip = Intensité de précipitation en mm/h A = Surface exposée à la pluie en ha</p> $= \frac{(0,95 \times 30 \times 1.7) + (0.8 \times 30 \times 0.45) + (0.8 \times 30 \times 0.7)}{360}$ $= \mathbf{0,21 \text{ m}^3/\text{ssoit } 210 \text{ l/s}}$ </div> <p>Choix – conception des ouvrages La sortie puisard se fera en tuyau PVC de 200 afin de limiter les pertes en charge et permettre un débit maximal qui est donné par la formule de Manninf-Strickler où $Q = K.S.R^{2/3} \cdot \sqrt{I}$</p> <p>Q = débit autorisé en m³/s K = coefficient de rugosité matériau S = section de la canalisation en m² R = rayon hydraulique en m I = pente de la canalisation en mm</p> <p><i>Soit Q = 0,21 m³/s débit largement supérieur au calcul du débit de pointe pour une pluie de 30 mm/h.</i></p> <p>✓ Bassin en eau à ciel ouvert</p> <p>Calcul du volume tampon $V = 3600 \times T_c \times Q_p$</p> <p>Tc = temps de concentration en 1 heure (dans le cas présent) Qp = calculé précédemment = 0,21 m³/s</p> <p>Soit $V = 3600 \times 1 \times 0,21 = 756 \text{ m}^3$ de volume d'eau Le bassin tampon aura un volume de 756 m³ afin de tamponner correctement les eaux pluviales.</p>
<p>Article 25 (eaux souterraines)</p>	<p>Aucune</p>

Section 5 : Epandage et traitement des effluents d'élevage

Article 26
(généralités)

Les effluents sont stockés à la ferme dans différents ouvrages de stockage. Ils sont repris de ces ouvrages pour être épandus ou transférés dans l'unité de méthanisation (3000 m³/an). Les matériels (en propriété) utilisés pour l'épandage sont les suivants:

- Pour le lisier : deux tonnes à lisier, une de 16 m³ et une de 20 m³.
- Pour le fumier : deux épandeurs à hérissons verticaux de 12 et 15 tonnes.

Les effluents d'élevage non traités, produits sur l'exploitation, ne sont pas rejetés dans les eaux superficielles douces.

Article 27-1
(épandage généralité)

Les effluents d'élevage bruts sont épandus afin d'être soumis à une épuration naturelle par le sol et d'être valorisés par le couvert végétal.

Les quantités d'effluents épandues sont adaptées au à la dimension du plan d'épandage. Avant l'export d'effluents vers la méthanisation le chargement en azote est de 142 UN/ha. Après l'export de 3000 m3 d'effluents par an dans l'unité de méthanisation de la SAS méthanisation du ménage, la quantité d'azote à gérer est de 111 UN/ha.

COMPLÉMENTS

Projet réalisé chez : SCL du ménage
par : Lucile JANOT

PRESSIONS EN AZOTE DES EFFLUENTS D'ELEVAGE A GERER

	Type de produit	kgN concernés	Surface de référence	ha	kgN org/ha de référence
En propre sur l'exploitation (azote produit avant traitement)	Azote total produit par l'élevage	49 948	SAU	351,82	142
	Azote total produit par l'élevage	49 948	SDN*	351,82	142
	Azote maîtrisable	44 401	SPE	351,82	126
	Azote produit sur pâture	5 547	SP	99,10	56
	Azote produit sur le plein air	0	S plein air	0,00	0
Total avec import/export et traitement	Azote total à gérer	39 000	SAU	351,82	111
	Azote total à gérer	39 000	SDN*	351,82	111
	Azote maîtrisable total à gérer	33 453	SPE	351,82	95
	Azote maîtrisable total à gérer	33 453	SAMO	125,22	267

Article 27-2 (plan d'épandage)

La cartographie des zones épandables délimitant les zones d'exclusion mentionnées à l'article 27-3 ainsi que le reste du plan d'épandage conforme se trouvent en Annexe 8.

Article 27-3
(interdictions d'épandage et distance)

Les exploitants de la SCL du ménage s'appliquent à respecter les règles d'épandage en fonction de l'état et de la pente des sols. Les distances d'épandages, dessinées sur le plan d'épandage, sont respectées vis-à-vis des tiers et des éléments de l'environnement.

Article 27-4
(dimensionnement du
plan d'épandage)

La vérification, conformément à l'annexe I, des calculs d'apports d'azote organique et la vérification des calculs d'export par les plantes est réalisée par le Dexel en Annexe 7.

Pour récapituler, d'après l'assolement du parcellaire, les épandages représentent 49.5 % des besoins culturaux. La BGA calculée représente un déficit de -113 U d'N/Ha de SAU qui peut être complété sous forme minérale. Ce complément sera calculé à la parcelle grâce à un PPF à la parcelle. La production d'effluents ne représente pas d'excédent par rapport aux besoins culturaux. Le plan d'épandage est correctement dimensionné.

La SCL du ménage n'exploite pas de terres. Les effluents des animaux de la SCL du ménage sont gérés sur le site de la SCL, en revanche les effluents sont épandus sur des surfaces qui ne sont pas exploitées par la SCL. Le plan d'épandage se compose donc de plusieurs metteurs à disposition de terres.

Prêteurs	Nombre d'hectares
EARL du Ménage	156.35
EARL Felbacq	87.78
DELIGNY Joël	50.07
DUPUIS Jean-Marie	21.19
SCEA Marcel Basquin	36.43
Total	351.82

Tableau 5 : Prêteurs de terrains d'épandage et surfaces associées

Au total ce sont 3000 m³ de lisier qui sont mis à disposition de la SAS méthanisation du ménage (contrat de mise à disposition d'effluents d'élevage en Annexe 7). Le reste des effluents (voir tableau suivant) sont épandus sur le plan d'épandage et donc répartis chez les prêteurs de terres. Les quantités à gérer sont les suivantes et sont consultables dans le tableau 3 « Détails des quantités à épandre » du DeXel en Annexe 7 : Dimensionnement des ouvrages de stockage des effluents.

	Lisiers (m ³)	Fumiers (tonnes)
Quantités annuelles produites	10 805	1 326
Exportation dans la méthanisation	-3 000	0
Totaux	7 805	1 326

Le tableau suivant montre les quantités épandues chez chaque prêteur de terres. Les quantités et natures d'effluents épandues seront amenées à changer légèrement en fonction des années (assolement, matières disponibles, ..) :

Prêteurs	Quantités fumiers (tonnes)	Quantités lisiers (m ³)	Chargement en N/ha du prêteur
Deligny Joël	250	1300	135
SCEA Marcel Basquin	-	1400	138
Dupuis Jean-Marie	500	-	132
EARL du Ménage	476	2200	151
EARL Felbacq	100	2905	126
Totaux quantités	1 326	7 805	

Les contrats de mises à dispositions de terrain d'épandage sont consultables en Annexe 8. Les quantités d'azote par hectare des prêteurs de terres sont calculées dans leurs DeXel respectifs disponibles en Annexe 7.

Les situations pour chaque prêteur de terrains d'épandage sont les suivantes :

- Mr Deligny Joël possède 20 vaches allaitantes, les génisses de renouvellement et 20 bovins à l'engraissement. Il possède 65 hectares et en met 50.07 à disposition. Environ 1 300 m³ de lisier et 250 tonnes de fumiers sont exportés sur ses terres. En comptabilisant les effluents produits par ses propres animaux, les 170 U d'azote sont respectés largement puisque le ratio est de 135 unités N azote. Son Dexel est consultable en Annexe 7.
- Mr Halle Jean-Marie, représentant la SCEA Marcel Basquin, ne possède pas non plus d'animaux et exploite 159 ha. 36.43 hectares de son parcellaire seront mis à disposition. Ce sont 1 400 m³ de lisier qui sont épandus sur les 36.43 hectares mis à disposition. Sur ces 36.43 hectares le chargement est de 138 UN/ha. Le Dexel est consultable en Annexe 7.
- Mr Dupuis Jean-Marie ne possède pas d'animaux et exploite 21 hectares qu'il met intégralement à disposition. 500 tonnes de fumier sont épandues sur ses terres dans le respect des 170 U azote (132 UN/ha). Le Dexel est consultable en Annexe 7.
- L'EARL du Ménage, représentée par Mme Lixon, met l'intégralité de son plan d'épandage à disposition. En intégrant l'élevage de 70 vaches allaitantes, leur suite et 140 bovins engrais, l'EARL du ménage épand 476 tonnes de fumiers et 2 200 m³ de lisier chaque année. La quantité d'azote par hectare est de 151 U. Ce qui respect amplement le seuil des 170 UN/ha. Le Dexel de l'EARL du ménage est consultable en Annexe 7.
- L'EARL Felbacq, représentée par Mme Lixon également, ne possède pas d'animaux et met l'intégralité de son parcellaire à disposition de la SCL du ménage. De ce fait, 100 tonnes de fumier et 2 905 m³ sont épandus sur le parcellaire de l'EARL chaque année. Ces quantités d'effluents impliquent un chargement de 126 UN/ha sur le parcellaire de l'EARL Felbacq. Le Dexel de l'EARL Felbacq est consultable en Annexe 7.

Tout autre renseignement relatif à ce paragraphe est disponible en Annexe 7.

Article 27-5 (délais d'enfouissement)	<p>Les épandages sur terres nues sont suivis d'un enfouissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans les vingt-quatre heures pour les fumiers de bovins compacts non susceptibles d'écoulement, après un stockage d'au minimum deux mois ; - dans les douze heures pour les autres effluents d'élevage (lisier).
Article 28 (stations ou équipements de traitement)	Non concerné.
Article 29 (compostage)	Non concerné.
Article 30 (site de traitement spécialisé)	Non concerné.
Chapitre 4 : Emission dans l'air	
Article 31 (odeurs, gaz, poussières)	<p><u>Odeurs :</u></p> <p>Sur le site de la SCL et de l'EARL du Ménage, les odeurs peuvent provenir des animaux et des stockages d'effluents. Les bâtiments dans lequel vivent les animaux ont été conçu pour avoir une ventilation optimale. L'aération des bâtiments permet de réduire le risque d'odeurs. D'autant plus que les vents dominants sont au sud-ouest, et qu'aucun tiers ne se situe au nord-est à moins de plusieurs centaines de mètres du site. Les deux premiers tiers se trouvent au nord et à l'est du site d'exploitation (voir Erreur ! source du renvoi introuvable.) et à respectivement 201 et 240 mètres. L'effet distance atténue considérablement les odeurs.</p> <p>Aussi, les associés mettent en place des mesures pour éviter les nuisances olfactives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le choix de ne construire que des fosses caillebotis est une solution pour diminuer la diffusion d'odeurs à l'extérieur de l'exploitation. - L'exportation d'environ 3 000 m³ de lisier par an dans l'unité de méthanisation. En effet, le lisier est exporté « frais », parce qu'il est plus méthanogène, ce qui supprime la génération d'odeurs de cette quantité de lisier exportée. - La fumière n'est pas exposée aux vents dominants grâce au corps de ferme. Cela n'empêche pas le renouvellement d'air à proximité de ces ouvrages de stockage. - Les fosses sont mixées régulièrement, ce qui évite les « poches de gaz » très odorantes libérées de temps à autres. - La capacité de stockage des effluents est importante ce qui évite la reprise trop régulière des effluents pour l'épandage. - Les associés respectent les distances d'épandage vis-à-vis des tiers, et enfouissent aussi rapidement que possible les effluents.

<p>Article 31 (odeurs, gaz, poussières)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les travaux d'épandages se font dans le plus grand respect des tiers, les périodes d'épandage sont choisies minutieusement sur les îlots entourés d'habitations. - Maintien d'un bon état sanitaire des bâtiments logeant les animaux. <p>Les associés ont conscience des odeurs pouvant émaner de leur site de production, toutefois ils gèrent leur installation de façon à limiter les nuisances olfactives.</p> <p><u>Gaz :</u></p> <p>L'élevage de vaches laitières est susceptible de générer la production d'un gaz en particulier : l'ammoniac. Il existe différentes sources d'émissions de ce gaz en élevage : Dans le bâtiment d'élevage, lors du stockage des effluents, pendant les épandages et quand les animaux pâturent.</p> <p>Un autre gaz est produit sur une exploitation laitière telle que celle de la SCL du Ménage, il s'agit du méthane. Ce dernier est produit notamment lors de l'activité entérique des animaux et pendant le stockage des effluents.</p> <p>Les mesures prises par les associés pour éviter les émanations de gaz sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bonne ventilation des bâtiments - Mixage régulier des fosses à lisier qui a pour but de limiter les fermentations anaérobies génératrices des « mauvaises odeurs ». - Passage de l'équarrissage au plus vite pour l'enlèvement des cadavres. <p><u>Poussières :</u></p> <p>Les poussières sont des particules solides dispersées dans l'air. Elles proviennent essentiellement des aliments distribués aux animaux mais aussi de la dessiccation des effluents et de la desquamation de l'épiderme des animaux. Les poussières sont déplacées par les véhicules circulant dans l'exploitation.</p> <p>Les bâtiments ne sont pas équipés d'extracteur d'air, ce qui limite considérablement les accumulations de poussières.</p> <p>Les exploitants mettent tout de même en œuvre des initiatives afin de prévenir les envols de poussières :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Manipulations des aliments et des effluents avec prudence. Un nettoyage est effectué s'il y a un salissement des aires de circulations ou des chemins publics. - Les bâtiments sont toujours correctement ventilés. - Les voies d'accès et de circulation sont aménagées et correctement entretenues. - Les surfaces qui ne servent pas à circuler sont enherbées. <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.</p>
--	---

Chapitre 5 : Bruit	
Article 32 (bruit)	<p>L'activité de l'exploitation génère des bruits et des vibrations. Il y a des bruits occasionnés de façon très ponctuel et les bruits occasionnés par le fonctionnement quotidien de la ferme.</p> <p>En effet, pour l'élevage des vaches laitières et de leur suite, il est nécessaire d'approvisionner l'exploitation en aliments, en matériaux de litière, en fuel ; il y a aussi le laitier qui collecte le lait tous les 3 jours, certains animaux vivant ou morts à évacués de la ferme et les effluents sont à transporter juste qu'aux champs pour leur épandage.</p> <p>Suite à l'augmentation du cheptel, il sera nécessaire d'augmenter la disponibilité en aliments et en litière et il y aura plus d'effluents à évacuer. En revanche, le ravitaillement en aliments et l'évacuation des effluents se font sous la forme de chantiers, c'est-à-dire sur une période limitée mais intensive peu de fois dans l'année. Il y a les chantiers d'ensilage de maïs, les chantiers d'épandage, la période des foin et les rentrées de paille après la moisson. Suite au projet d'augmentation du nombre d'animaux, ces chantiers seront certainement légèrement plus longs. Néanmoins, il y aura peu de gênes supplémentaires occasionnées pour le voisinage.</p> <p>Aussi, l'activité journalière de l'exploitation peut générer des bruits :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La traite des vaches deux fois par jours : l'exploitation est munie d'un bloc traite neuf, possédant donc toutes les technologies et les équipements diminuant son impact sonore. - L'alimentation des animaux : cette opération nécessite l'utilisation de matériel agricole et est ponctuelle. Les bruits liés à l'activité de préparation et de distribution de l'aliment sont atténués par les bâtiments d'élevage. - Le paillage : Le paillage est réalisé en partie à l'aide d'une pailleuse. C'est une tâche effectuée très ponctuellement dans le temps, une fois tous les deux jours pour les génisses et les taurillons. Les logettes sont paillées à la main. <p>L'effet distance entre les voisins et l'exploitation atténue amplement les bruits générés par les chantiers ou le fonctionnement quotidien de l'installation.</p>
Chapitre 6 : Déchets et sous-produits animaux	
Article 33 (généralités)	<p>Les exploitants prennent toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de leur installation pour assurer une bonne gestion des déchets, notamment : limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ainsi que trier, recycler, valoriser ses déchets.</p>

<p>Article 34 (stockage et entreposage des déchets)</p> <p>Article 35 (élimination)</p>	<p>Les emballages cartons, papiers, et plastiques, en l'absence de contact avec des produits vétérinaires seront incorporés aux ordures ménagères ou envoyés en déchetterie. Les déchets pouvant être revalorisés sont collectés par Ternoveo pour être pris en charge par la filière ADIVALOR.</p> <p>Les emballages des produits vétérinaires seront récupérés. Les flacons en verre ou plastique ayant contenu des produits, les produits non utilisés, tout matériel ayant été en contact avec les animaux seront stockés dans un container spécifique et collectés par le vétérinaire en charge du suivi de l'élevage.</p> <p>Les bidons de produits seront rincés, stockés et collectés par un établissement spécialisé.</p> <p>Les bovins morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur (ATEMAX) sur la fumière qui est facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur. Sur la fumière les jus sont collectés et évacués dans la fosse aérienne. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p align="center">Chapitre 7 : Autosurveillance</p>	
<p>Article 36 (parcours et pâturage pour les porcins)</p>	<p>Aucune.</p>
<p>Article 37 (cahier d'épandage)</p>	<p>La SCL du ménage établit chaque année un Plan Prévisionnel de Fumure et un Cahier de fertilisation qui récapitule les épandages effectués sur les terres de l'exploitation et les terres mises à disposition.</p>
<p>Article 38 (stations ou équipements de traitement)</p>	<p>Aucune.</p>
<p>Article 39 (compostage)</p>	<p>Aucune.</p>
<p align="center">Chapitre 8 : Exécution</p>	
<p>Article 40</p>	<p>Supprimé. Aucune.</p>
<p>Article 41</p>	<p>Aucune.</p>

PJ n°10. JUSTIFICATION DU DEPOT DE LA DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

Tous les bâtiments du site appartiennent à l'EARL du ménage, c'est pourquoi chaque nouveau permis déposé est au nom de l'EARL. La SCL du ménage ne détient pas de bâtiment.



Commune de CATILLON-SUR-SAMBRE

Récépissé de dépôt d'une demande de permis de construire ~~une maison individuelle ou ses annexes~~

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire. **Le délai d'instruction de votre dossier est de DEUX MOIS** et, si vous ne recevez pas de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite.

- **Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire :**
 - soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...);
 - soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier;
 - soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.

- **Si vous recevez une telle lettre avant la fin du 1^{er} mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.**

- **Si vous n'avez rien reçu à la fin du 1^{er} mois suivant le dépôt, le délai de deux mois ne pourra plus être modifié. Si aucun courrier de l'administration ne vous est parvenu à l'issue de ce délai de deux mois, vous pourrez commencer les travaux¹ après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407*01 à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement);
- affiché sur le terrain ce récépissé sur lequel la mairie a mis son cachet pour attester la date de dépôt;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

- **Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

¹ Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas des travaux situés dans un site classé. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

(cadre réservé à la mairie)

Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n° **PC0591371800003**
déposée à la mairie le : **03/05/2018** par : **EARL DU MENAGE**
représenté par
sur un terrain sis : **4 Chemin du Ménage - 59360 CATILLON-SUR-SAMBRE**

fera l'objet d'un permis tacite² à défaut de réponse de l'administration deux mois après cette date. Les travaux pourront alors être exécutés après l'affichage sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme au modèle réglementaire.

² Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande

cachet de la Mairie :



Délais et voies de recours : Le permis peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme). L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.



Commune de CATILLON-SUR-SAMBRE

Récépissé de dépôt d'une demande de permis de construire ~~une maison individuelle ou ses annexes~~

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire. **Le délai d'instruction de votre dossier est de DEUX MOIS** et, si vous ne recevez pas de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite.

- **Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire :**
 - soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...);
 - soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier ;
 - soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.
- **Si vous recevez une telle lettre avant la fin du 1^{er} mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.**
- **Si vous n'avez rien reçu à la fin du 1^{er} mois suivant le dépôt, le délai de deux mois ne pourra plus être modifié. Si aucun courrier de l'administration ne vous est parvenu à l'issue de ce délai de deux mois, vous pourrez commencer les travaux¹ après avoir :**
 - adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407*01 à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
 - affiché sur le terrain ce récépissé sur lequel la mairie a mis son cachet pour attester la date de dépôt ;
 - installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).
- **Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :**
 - dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
 - dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

¹ Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas des travaux situés dans un site classé. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

(cadre réservé à la mairie)

Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n° **PC05913718O0004**

déposée à la mairie le : **03/05/2018** par : **EARL LE MENAGE**

représenté par

sur un terrain sis : **4 Chemin du Ménage - 59360 CATILLON-SUR-SAMBRE**

fera l'objet d'un permis tacite² à défaut de réponse de l'administration deux mois après cette date. Les travaux pourront alors être exécutés après l'affichage sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme au modèle réglementaire.

² Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande

cachet de la Mairie :



Délais et voies de recours : Le permis peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme). L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.

PJ N°12. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES

Paragraphe étudié en Annexe 6 : Compatibilité avec le SDAGE et le SAGE, zones vulnérables.

Table des figures

FIGURE 1 : BARDAGE DES BATIMENTS EXISTANTS	23
FIGURE 2 : CARTE DES SDAGE EN FRANCE (SOURCE : SMARL 2017).....	94
FIGURE 3 : LES BASSINS VERSANTS EN ARTOIS-PICARDIE	97
FIGURE 4 : PERIMETRE DU SAGE DE LA SAMBRE	98
FIGURE 5 : CARTE DES ZONES VULNERABLES EN FRANCE.....	101

Table des tableaux

TABLEAU 1 : CONSOMMATION EN EAU DES BOVINS DE LA SCL DU MENAGE	28
TABLEAU 2 : CONSOMMATION EN EAU DE LA SALLE DE TRAITE.....	29
TABLEAU 3 : VALEUR DES UGB.....	31
TABLEAU 4 : COEFFICIENT DE RUISSELLEMENT D'APRES HIRSIGER (1988)	34
TABLEAU 5 : PRETEURS DE TERRAINS D'EPANDAGE ET SURFACES ASSOCIEES	38
TABLEAU 6 : COMPATIBILITE DES PRATIQUES DE LA SCL DU MENAGE AVEC LES REGLES EN ZONES VULNERABLES	102